

Canada. Vous le savez, monsieur l'Orateur, ce transport s'accomplit par le mélange des matières solides avec un liquide et par l'acheminement de ces matières fluidifiées, ou encore et de façon plus importante, par l'emploi de capsules qui flottent dans un liquide et qui sont acheminées ainsi par un pipe-line. A mon avis, il faudrait être emballé par l'idée d'exploiter les mines du Nord d'où le concentré peut être acheminé par pipe-line directement vers les marchés. Cela signifie que les modes de transport terrestre ne sont pas nécessaires pour l'acheminement en vrac. Naturellement, les chemins de fer sont le premier mode de transport en vrac. Ce sont des installations très coûteuses. S'il était possible d'acheminer les matières solides avec une installation conçue pour transporter des gaz ou des liquides, l'avantage économique serait énorme et il serait alors beaucoup plus facile de développer le Nord.

Le gouvernement a indiqué qu'il était au courant des possibilités technologiques de ce genre de découverte. Comme je l'ai déjà dit, je suis heureux que le gouvernement accorde un appui aussi enthousiaste aux travaux de recherche dans ce secteur. Cela semble typique de la façon d'agir du gouvernement dans l'aménagement du Nord, qui se fonde sur la compréhension des besoins de cette région en matière de technique et sur le désir de mettre au point la meilleure technologie possible pour satisfaire aux besoins de la région.

Le développement du Nord canadien doit certainement se dérouler en harmonie avec celui du reste du pays. La répartition des travaux d'expansion économique régionale à l'échelon fédéral retient certainement l'attention du gouvernement. Pour autant que je sache, il ne conviendrait vraiment pas que le gouvernement investisse des fonds illimités dans l'aménagement du Nord sans égard à la possibilité d'investir également dans d'autres régions du Canada, afin de réaliser un maximum d'expansion dans tout le pays.

Je n'appuie certes pas certains vis-à-vis qui trouvent qu'il faudrait remettre indéfiniment la mise en valeur des ressources du Nord. Si l'on tient compte de l'élément temps, on s'aperçoit que cette solution entraînerait d'énormes frais. Par contre, nous devrions, me semble-t-il, envisager les ressources du Nord et leur développement dans un plan d'ensemble qui tienne compte des besoins des autres régions du pays. Vous me pardonnerez, j'espère, de mentionner l'Ouest canadien et plus particulièrement les Prairies. D'autres recherches s'imposent à leur sujet, et il faudra y investir beaucoup plus de fonds que ceux que l'on injecte dans l'économie agricole. C'est seulement de cette façon, seulement si nous mettons graduellement en valeur les diverses régions du pays, que nous en arriverons à une plus grande diversification de l'activité économique, afin d'assurer de meilleures possibilités aux Canadiens. C'est donc avec enthousiasme que j'approuve l'attitude du gouvernement à l'endroit de l'expansion du Nord car, à mon avis, elle est très logique sur le plan économique.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu avec grand intérêt le député d'Edmonton-Strathcona (M. Harries) dire qu'il est ici parce qu'il a confiance dans le premier ministre (M. Trudeau). Nous sommes dès lors fondés à supposer, me

semble-t-il, qu'il y a une relation entre son assiduité ici à Ottawa et le degré de confiance réel qu'il a dans le premier ministre.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanfield: Je regrette que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) ne soit pas là pour entendre mes observations, ce qui ne m'empêchera pas d'ailleurs de les faire. Tout d'abord, je crois pouvoir à juste titre m'apitoyer sur le sort des fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il paraît que plusieurs d'entre eux ont été obligés de travailler toute la nuit de lundi pour tenter désespérément de trouver matière à l'intervention du ministre au cours du présent débat.

M. Nielsen: Ils n'y sont pas parvenus.

L'hon. M. Stanfield: Nous avons entendu les résultats. De toute évidence, leur tâche n'était pas facile.

L'hon. M. Côté: Qui a rédigé le discours du député?

M. Boulanger: Il devrait avoir honte de parler ainsi.

L'hon. M. Stanfield: Naturellement, le Nord est une frontière physique où la vie est peut-être dure mais où les espoirs peuvent certes s'épanouir. On souhaite une grande croissance économique et, en même temps, la conservation de la beauté naturelle et de l'aspect primitif de cette région, où la pollution est virtuellement absente et où la vie saine et naturelle est encore possible. L'énoncé de ces buts, à lui seul, nous avertit immédiatement du danger de conflits qui va se manifester dès le départ. Nous pouvons déjà voir la nécessité d'établir des politiques soigneusement équilibrées, dont certains ont déjà parlé, fondées sur l'évaluation réaliste des effets que produiront les diverses solutions envisagées. C'est d'abord en partant de ce principe que nous, de l'opposition officielle, avons amorcé ce débat sur les politiques du gouvernement actuel relatives au Nord canadien.

La mise au point d'une politique réaliste et efficace à propos du Nord exige beaucoup de soins. Ce n'est certes pas une excuse pour l'inactivité, la confusion ou l'ignorance dont on accuse le gouvernement au cours de ce débat.

Une voix: Quelle connaissance le député a-t-il au juste de ces problèmes?

L'hon. M. Stanfield: Ces accusations sont lancées contre lui non seulement à propos de ce débat. Même du côté gouvernemental, des voix se sont fait entendre pour parler de négligences. Même du côté gouvernemental, il a été question d'incompétence et d'un leadership insuffisant. Nous nous voyons amenés à poser deux questions.

Une voix: Qui se voit amené à les poser?

M. Nielsen: Des gens comme le député de Trinity (M. Hellyer) les posent.